

**Direction des Services Achats, Logistique,
Développement Durable & Gestion de la
Patientèle**

☎ : 01.64.60.40.11 - Fax : 01.64.60.41.38

✉ : economat@ch-provins.fr

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

SERVICE DE PREFINANCEMENT DE LA T2A

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2, 1^{er} du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**centre Hospitalier Léon Binet – BP 212 – 77488 PROVINS Cedex
www.ch-provins.fr - Tél : 01 64 60 40 00 – Fax : 01 64 60 40 90**

AFFACTURAGE – CHLB DE PROVINS

03/2025

SOMMAIRE

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	4
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 : PROCEDURE ET DUREE	4
2.1 PROCEDURE	4
2.2 DEMARRAGE DU MARCHE, DUREE	5
2.3 REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	5
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	6
ARTICLE 6 : CLAUSES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS	6
7.1 ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE.....	6
7.2 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	7
7.3 ENGAGEMENTS DES HDN	7
7.4 ENGAGEMENTS RECIPROQUES.....	7
ARTICLE 8 : MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE	7
8.1 MODIFICATION A L'INITIATIVE DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT.....	7
8.2 MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	7
ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION	8
9.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FINANCEMENT.....	8
9.2 PROLONGATION DES DELAIS.....	8
ARTICLE 10 : REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE	8
10.1 REFERENT DU TITULAIRE	8
10.2 MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION	8
10.2.1. Remplacement a l'initiative du titulaire.....	8
10.2.2 Remplacement à l'initiative d'un établissement partie	9
10.2.3 Procédure de remplacement.....	9
ARTICLE 11 : INTERVENTION DU TITULAIRE	9
11.1 PERSONNELS D'INTERVENTION DU TITULAIRE	9
11.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	9
ARTICLE 12 : GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	10
12.1 GROUPEMENT	10
12.2 SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 13 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES	11
13.1 RESPONSABILITES.....	11
13.2 ASSURANCES	11
ARTICLE 14 : PENALITES	11
14.1 PENALITES DE RETARD POUR LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE.....	11
14.2 PENALITES EN CAS D'ERREUR DANS LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE OU DANS L'APPLICATION DE LA COMMISSION	12
ARTICLE 15 : FIN ANTICIPEE DU MARCHE	12
ARTICLE 16 : MOTIVATION DES SANCTIONS	12
ARTICLE 17 : PRIX	12
17.1 FORME DU PRIX	12
17.2 COMMISSION DE GESTION.....	13
17.3 COMMISSION DE FINANCEMENT	13
17.4 TAUX VARIABLES	13
17.5 OFFRES PROMOTIONNELLES	13
ARTICLE 18 : AVANCE	14
ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT	14

19.1 GENERALITES	14
19.2 CONTENU DE LA FACTURATION	14
19.3 CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	14
ARTICLE 20 : DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	15
ARTICLE 21 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES	15
ANNEXE	16

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre Hospitalier Léon Binet (CHLB) est l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Provins - Est Seine & Marne ». A ce titre, le directeur ou son représentant sera le signataire des marchés.

Le GHT « Provins - Est Seine & Marne » est composé des établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier Léon Binet, Route de Chalaute – BP 212, 77488 Provins Cedex,
- L'EHPAD « Rosa Gallica », Route des Grattons – 77160 Provins,
- L'EHPAD « Les Patios », 6 boulevard Voltaire, 77370 Nangis,
- L'EHPAD « Le Clos Fleuri », 12 Rue du Parc, 77520 Donnemarie-Dontilly,
- L'EHPAD « Les Jardins de la Voulzie », 6 Grande rue de couture, 77134 les Ormes sur Voulzie,
- L'EHPAD « Le Fil d'Argent », 217 Rue du Dr Schweitzer, 77480 Bray-sur-Seine,
- L'EPMS du Provinois, Chemin des Grattons, BP 208, 77487 Provins Cedex.

Cette liste pourra être complétée en fonction des prochains achats du CHLB et de l'intégration en cours d'exécution des marchés des Etablissements parties du Groupement Hospitalier de territoire Provins Est Seine-et-Marne.

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Claude-Henri TONNEAU, Directeur du Centre Hospitalier ou toute personne bénéficiant de sa délégation de signature.

Type d'acheteur public : Etablissement Public de Santé (EPS), Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et Etablissement Public Médico-Social (EPMS).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation ayant pour objet un service de préfinancement de la T2A à destination du **Centre Hospitalier Léon Binet**. Ce service a vocation à préfinancer les créances détenues par le **Centre Hospitalier Léon Binet** sur l'Assurance maladie.

Le présent marché fixe le cadre des conditions générales, financières et opérationnelles, du service de préfinancement des recettes de T2A. Ce cadre sera décliné dans un contrat d'affacturage aux fins de définir les modalités de financement et de fonctionnement.

Cette consultation est lancée par l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) **PROVINS EST SEINE-ET-MARNE** conformément aux dispositions de l'article R.6132-16 du CSP.

La présente consultation concerne le **Centre Hospitalier Léon Binet** sans que cela ne fasse obstacle à l'intégration en cours d'exécution du marché à l'un ou plusieurs établissements parties par la voie d'un avenant conformément à l'article 8.1 du présent CCAP.

Le Centre Hospitalier Léon Binet conserve la responsabilité de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article R. 6132-16 du CSP.

ARTICLE 2 : PROCEDURE ET DUREE

2.1 PROCEDURE

La procédure de passation du présent marché est un appel d'offres au sens de l'article L2124-2 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Elle est soumise aux dispositions de l'article R2124-2 du Code de la Commande Publique.

2.2 DEMARRAGE DU MARCHE, DUREE

Le présent marché démarre au plus tard à compter du **1 juin 2025**.

Le caractère exécutoire du présent marché est conditionné, s'agissant du **Centre Hospitalier Léon Binet**, à l'approbation expresse du Directeur Général de l'ARS dans le mois qui suit la communication de l'offre du prestataire à l'ARS, conformément aux dispositions du décret n°2019-903 du 29 août 2019. En l'absence de cette approbation, le marché sera réputé nul et non avenue pour ce qui concerne le **Centre Hospitalier Léon Binet**.

Le présent marché est conclu pour une durée de douze (**12**) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelable **deux (2)** fois sans toutefois pouvoir excéder une durée totale de **trois (3)** ans.

La reconduction du marché est tacite, ce qui signifie qu'en l'absence de reconduction expresse ou d'une décision de non reconduction le marché se poursuit.

En cas de décision de non reconduction du marché par le directeur de l'établissement support du GHT, le titulaire en sera informé par écrit trois (3) mois au moins avant la fin de la période annuelle.

Le marché prend fin au plus tard le **31 mai 2029** sous réserve de tacites reconductions et selon la date d'exécution.

Seul l'établissement support du GHT **PROVINS EST SEINE-ET-MARNE** a le pouvoir de reconduire ou mettre fin au présent marché.

2.3 REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du présent marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations complémentaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché est constitué d'un lot unique.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

- L'**Acte d'engagement (A.E.)** (imprimé ATTR11) et ses pièces annexes qui y sont mentionnées, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le présent **CCAP** dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du **Centre Hospitalier Léon Binet** fait seul foi,
- Le **CCTP**,
- Le **contrat d'affacturage**,
- L'**offre technique et financière** du titulaire,
- **Eventuelles annexes supplémentaires.**

Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique (Ordonnance n° 2018-1074, Décret n° 2018-1075 et leurs modificatifs),
- Le **Code de la Santé Publique** Articles L6132-1 à Article L6132-7,
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics des fournitures courantes et de services (**CCAG-FCS**) applicables aux marchés publics, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 – JO du 1^{er} avril 2021 – NOR : ECOM2106874A,
- La **réglementation en vigueur** à la date de l'avis d'appel public à la concurrence du présent marché.

ARTICLE 5 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Nonobstant toute dérogation prévue par le CCAP, le titulaire du marché est soumis aux dispositions du CCAG-FCS en vigueur au moment de la publication du marché.

ARTICLE 6 : CLAUSES CONTRACTUELLES

La résolution d'un conflit résultant de l'interprétation de deux stipulations contradictoire au sein d'une même pièce contractuelle revient au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS

7.1 ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession étant précisé que toute faute de sa part lors du règlement des créances (faux en écriture, manœuvre viciée...) est susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

Le prestataire s'engage à respecter son obligation de confidentialité conformément à l'article 7.2 du présent CCAP.

L'ensemble des prestations doivent être exécutées dans le respect des délais énoncés, dans le cas contraire les pénalités prévues à l'article « PENALITES » du présent CCAP s'appliqueront.

Le prestataire a une obligation générale de conseil et d'information à l'égard du **Centre Hospitalier Léon Binet**.

A ce titre, le prestataire s'oblige à :

- Mettre en place les moyens nécessaires à la réalisation des prestations,
- Exécuter sur la durée du marché l'ensemble des prestations contractuelles,
- Informer par tout moyen le **Centre Hospitalier Léon Binet** et l'Assurance maladie de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations,
- Informer le **Centre Hospitalier Léon Binet** et l'Assurance maladie lors du règlement d'une créance. Les modalités d'information ainsi que leur fréquence sont stipulées dans le contrat d'affacturage,
- Mettre à disposition une plateforme informatique permettant la dématérialisation des flux d'information entre le **Centre Hospitalier Léon Binet** et le prestataire,
- Garantir la sécurité informatique de la plateforme de transmission d'information entre le **Centre Hospitalier Léon Binet** et le prestataire.

7.2 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations et documents communiqués par le GHT au titulaire du marché est de nature confidentielle. Le titulaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire pour respecter et faire respecter (en cas de sous-traitance) cette clause.

En cas de non-respect, le titulaire s'expose à des poursuites pénales.

7.3 ENGAGEMENTS DES HDN

Le **Centre Hospitalier Léon Binet** exécute de bonne foi les obligations contractuelles mises à leur charge concernant notamment :

- La transmission des informations relatives aux pièces comptables transférées,
- L'information du prestataire en cas de litige sur une créance transférée par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.4 ENGAGEMENTS RECIPROQUES

La nécessaire coopération des parties pour la mise en œuvre efficiente des relations contractuelles suppose une application stricte de leurs engagements réciproques d'information, de loyauté et d'assistance. En cas de litige, la responsabilité contractuelle sera appréciée à l'aune de tout manquement afférent.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ

8.1 MODIFICATION A L'INITIATIVE DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT

En cas de modification liée à l'exécution du marché ou dans le cas de l'intégration d'un autre établissement partie du GHT au présent marché, l'établissement support réalisera un avenant pour le compte de tout ou partie des établissements parties aux GHT.

8.2 MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement l'établissement support et les établissements parties concernés les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- à la répartition du capital social de l'entreprise ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement du titulaire.

ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION

9.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FINANCEMENT

Le prestataire s'engage à réaliser le préfinancement des créances transférées conformément aux stipulations du CCTP.

Sauf cas de force majeure ou du fait du **Centre Hospitalier Léon Binet**, le prestataire encourt les pénalités prévues dans le présent CCAP en cas de défaut de règlement des créances dans le délai opposable.

9.2 PROLONGATION DES DELAIS

Dans l'hypothèse où le prestataire serait dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution susmentionnés à raison d'une force majeure ou du fait du **Centre Hospitalier Léon Binet**, le délai pourra être prolongé sans que cela n'altère les autres obligations contractuelles. Les modalités sont précisées dans le contrat d'affacturage.

ARTICLE 10 : REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE

10.1 REFERENT DU TITULAIRE

Lors de la remise de son offre, le titulaire désigne un référent et son suppléant en cas d'empêchement, qui le représentent pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

10.2 MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION

10.2.1. Remplacement à l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique désignée ci-dessus qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas de son fait.

Le changement de personne est annoncé immédiatement à l'établissement partie concerné par ce changement et le titulaire doit adresser une copie à l'établissement support.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par l'établissement partie concerné.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le

remplacer ou lui succéder, ou à défaut à l'établissement partie concerné. Il établit pour cela un procès-verbal dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement ».

10.2.2 Remplacement à l'initiative d'un établissement partie

Dans les cas d'insuffisance avérée d'une des personnes désignées en application de l'article 10.1. Un établissement partie peut demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Dans ce cas, le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé est soumis à l'approbation de l'établissement partie dans les conditions prévues à l'article « Procédure de remplacement ».

10.2.3 Procédure de remplacement

Le titulaire avise immédiatement l'établissement partie concerné, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sous forme de *curriculum vitae* détaillé, accompagné des copies des diplômes obtenus dont le remplaçant se prévaut, à l'établissement partie concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut à l'établissement partie concerné. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

ARTICLE 11 : INTERVENTION DU TITULAIRE

11.1 PERSONNELS D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les personnes désignées par écrit par le titulaire sont seules autorisées pour la prestation objet du marché.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit observer toutes les consignes générales de sécurité. Le titulaire du marché devra justifier de la qualification de son personnel d'intervention.

11.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements de la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

L'établissement support ne saurait être tenu responsable de l'exécution du marché dans les établissements parties au GHT PROVINS EST SEINE-ET-MARNE.

ARTICLE 12 : GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

12.1 GROUPEMENT

Si le titulaire se présente en groupement, la transformation en groupement conjoint avec solidarité du mandataire sera exigée au stade de l'attribution du marché.

Le mandataire est par conséquent engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. Il représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis de l'établissement support, pour l'exécution du marché.

Les stipulations de l'article 10 « REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE », sont applicables à chacun des membres du groupement, le cas échéant.

12.2 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ou chacun des membres du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'établissement partie concerné l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément :

- Il remet sa demande contre récépissé à chaque établissement partie concerné.
- Ou leur adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Le titulaire utilise notamment, pour formuler sa demande, une déclaration de sous-traitance conformément au formulaire DC4 téléchargeable via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

La déclaration de sous-traitance indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées (en faisant apparaître le paiement direct et l'auto liquidation) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- La date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- Les situations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- Le compte bancaire à créditer.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues au CCAG-FCS. Il en est de même si le titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande prévue ci-dessus.

La demande d'agrément de sous-traitance doit intervenir au moins un mois avant le démarrage des tâches qu'il est prévu de confier au sous-traitant.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

13.1 RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité des prestations objet du présent marché. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers,

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait d'un établissement partie ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous marché.

13.2 ASSURANCES

Le titulaire du marché doit, à la constitution du dossier du marché, puis chaque année, justifier qu'il dispose d'une assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché, ou causés par la carence des installations dont il effectue la maintenance.

ARTICLE 14 : PENALITES

14.1 PENALITES DE RETARD POUR LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, dans le cas où les délais contractuels sont dépassés, le prestataire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard. Ces pénalités sont versées selon les modalités prévues au contrat d'affacturage. Elles correspondent à un pourcentage appliqué sur le montant des prestations de financement par journée de retard.

La journée de retard se calcule à partir du jour ouvré bancaire (JOB) suivant le jour où le prestataire aurait dû effectuer sa prestation.

La formule de calcul est la suivante : $P = 1\% \times MC \times J$

Dans laquelle :

- P : montant de la pénalité
- MC : montant de la créance
- J : nombre de JOB de retard (chaque jour commencé étant dû)

En sus de l'application de pénalités, tout dépassement des délais contractuels sont susceptibles d'entraîner la résiliation du contrat d'affacturage, lequel en précise les modalités, par le **Centre Hospitalier Léon Binet** ou le GHT conformément à l'article 7 du CCAP.

14.2 PENALITES EN CAS D'ERREUR DANS LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE OU DANS L'APPLICATION DE LA COMMISSION

Dans le cas où le prestataire commettrait plus de trois (3) fois, sur trente (30) jours glissant, pour le même établissement partie, une erreur dans le règlement de la créance et/ou dans l'imputation des frais et commissions, il encourt une pénalité forfaitaire de 10 000€, sans mise en demeure préalable, dont les modalités de versement sont prévues au contrat d'affacturage. Aucune exonération n'est admise.

A ce titre, le **Centre Hospitalier Léon Binet** se réserve la possibilité de procéder à toute vérification utile pour constater le respect des obligations du prestataire. Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du contrat par le **Centre Hospitalier Léon Binet** ou le GHT conformément à l'article 13 du CCAP.

ARTICLE 15 : FIN ANTICIPEE DU MARCHÉ

Conformément à l'article 36.1 du CCAG-FCS, en cas de défaillance du titulaire il sera pourvu par le l'établissement support aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par le fait de celui-ci, soit en cas de résiliation aux torts du titulaire. Conformément à l'article 32 du CCAG-FCS, l'établissement support se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché notamment lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

D'une manière générale et conformément au CCAG-FCS, l'établissement support se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général ou pour faute du prestataire. Les modalités de résiliation du contrat d'affacturage sont précisées dans ce dernier.

ARTICLE 16 : MOTIVATION DES SANCTIONS

Toute mesure coercitive devra être motivée clairement et précisément.

ARTICLE 17 : PRIX

17.1 FORME DU PRIX

Les prix sont exprimés en euros. Ils sont réputés être toutes taxes et charges comprises.

La rémunération du prestataire se compose en une commission de gestion et une commission de financement à l'exclusion de tout autre frais.

17.2 COMMISSION DE GESTION

Le prestataire se rémunère du service de préfinancement de la T2A par une commission de gestion calculée sur le montant des créances transférées.

Le taux de cette commission sera détaillé et annexé à l'offre du candidat ainsi que l'ensemble des prestations rémunérées par cette commission (gestion des factures transférées, mise à disposition de la plateforme informatique, gestion du poste client...).

Le taux peut être fixe ou variable.

17.3 COMMISSION DE FINANCEMENT

La commission de financement rémunère le financement des créances.

La commission de financement est calculée en base annuelle exacte aux 360èmes à compter de la date de transmission de la créance sur la plateforme de dématérialisation du prestataire + 1 jour jusqu'à la date de paiement de la créance par l'Assurance maladie au prestataire. Les durées de financement sont calculées en jour calendaires.

La proposition commerciale du titulaire précisera la décomposition de la commission de financement s'il s'agit d'un taux variable :

- Un indice de référence faisant l'objet d'une publication régulière,
- Majorée le cas échéant d'un taux de marge.

A ce titre, le candidat proposera un encadrement de l'indice de référence retenu à travers la définition d'un taux plafond et éventuellement d'un taux plancher.

Le candidat peut aussi proposer un taux fixe en précisant les éventuelles modalités de révision en cas de reconduction du contrat.

17.4 TAUX VARIABLES

Dans le cas où le candidat retiendrait un ou des taux variables s'agissant des commissions visées aux articles 17.2 et 17.3 du CCAP, la formule d'indexation devra répondre à des critères de simplicité et/ou de prévisibilité des charges financières d'un établissement public de santé conformément aux dispositions de l'article L6145-16-1 du code de la santé publique. Dans ce cadre, les offres proposant un levier à la hausse (avec ou sans seuil) seront considérées comme inappropriées, irrégulières et inacceptables et par voie de conséquence, éliminées.

A défaut d'accord des parties dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'intention de renégocier, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité pour sa partie non exécutée.

17.5 OFFRES PROMOTIONNELLES

Les taux de commissions pourront également évoluer à la baisse dans le cadre de taux promotionnels mis en place par le prestataire.

Ce dernier apporte toute précision utile, notamment la durée de validité de la promotion, ainsi que la désignation précise du ou des taux concernés.

A l'expiration de la période promotionnelle, les taux annexés à l'acte d'engagement sont de nouveau opposables.

ARTICLE 18 : AVANCE

Il sera fait application des dispositions des articles R2191-3 et R2191-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 19 : MODALITES DE REGLEMENT

19.1 GENERALITES

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Le circuit de facturation - paiement et les modalités pratiques liées au service comptabilité de chaque établissement partie sont décrits en annexe n°1 du présent CCAP.

Après constat du service fait, le prestataire produira un dossier de demande de paiement à l'établissement partie concerné par la prestation objet de la facturation, comprenant :

- un mémoire, signé et daté, établi en un original et deux exemplaires, portant le détail du prix, prévu sur l'acte d'engagement,
- toutes autres pièces justificatives nécessaires.

19.2 CONTENU DE LA FACTURATION

La facturation s'établira tous les mois à terme échu.

Le prestataire transmet au **Centre Hospitalier Léon Binet** au plus tard le 5^{ème} jour du mois M+1 une facture accompagnée des éléments permettant le calcul de sa rémunération et notamment :

- Encours sur la période,
- Montant et date de transfert des créances visées,
- Montant et date de règlement des créances par l'Assurance maladie.

19.3 CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

La transmission de facture aux établissements se fait via la solution nationale CHORUS-PRO.

Un lien pour permettre aux entreprises de bénéficier de l'intégralité des informations sur la facturation électronique.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Numéro de SIRET du Centre Hospitalier Léon Binet SIRET : 267 700 086 00023

Cde service : F1

ANNEXE

Annexe 1 : liste des comptables assignataires et circuit de facturation

Centre Hospitalier Léon Binet

Le traitement des factures au sein du **Centre Hospitalier Léon Binet** se déroule en plusieurs phases au cours desquelles interviennent successivement :

- Directeur des Affaires Financières : Réception et contrôle
- Directeur Générale du CHLB : Validation de la facture
- Service financiers :
 - Mandatement sur logiciel **CPAGE** des liquidations,
 - Transmission par voie électronique au comptable de l'établissement pour paiement

Contact sur le mandatement :

Personne en charge : **Madame MANARANCHE Aurore**

☎ 01 64 60 47 61

✉ amanaranche@ch-provins.fr

Le Centre des Finances Publiques des Hôpitaux sud Seine & Marne (comptable assignataires du Centre Hospitalier Léon Binet) :

- Prise en charge des mandats et pièces justificatives transmises par le service financier du **Centre Hospitalier Léon Binet**
- Paiement des factures aux fournisseurs après application et respect du délai réglementaire de paiement des fournisseurs de 50 jours.



Trésorerie Spécialisée Hôpitaux Sud Seine et Marne – Cité Administrative
20, Quai Hippolyte Rossignol 77010 MELUN Cedex.
th.sud-seine-et-marne@dgfip.finances.gouv.fr
Tél : 01 64 41 31 13

ARTICLE 20 : DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements sont effectués par les comptables publics assignataires de chaque établissement partie au nom et pour le compte desquels l'établissement support a passé ces marchés. Il est rappelé que le délai de paiement ne court qu'à partir de la date de réception par les établissements partie, de la demande de paiement en bonne et due forme. L'indemnité de recouvrement et les intérêts moratoires sont calculés conformément au texte en vigueur à la date de signature du présent cahier des charges.

L'établissement support ne peut être tenu responsable en cas de retard de délais de paiement concernant un ou des établissements partie.

Le délai de paiement appliqué est celui disposé par l'article R2192-11 du code de la commande publique, soit 50 jours au maximum.

ARTICLE 21 : NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES

Le marché peut être remis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191- 63 du Code de la Commande Publique.

FAIT A PROVINS,
Le 4 mars 2025

Sandrine PRESSOIR,
Directrice des Services Achats, Logistique,
Développement Durable et Gestion de la
Patientèle.

